

Bijlage II

De gecombineerde waarschuwingen kunnen overeenkomstig de volgende voorschriften worden gewijzigd als dit vanwege het formaat van de verpakking noodzakelijk is.

Voor de grafische opmaak van de tekstuele elementen worden letterformaat en interlinie gevarieerd om te zorgen voor een goede leesbaarheid.

Voor gecombineerde waarschuwingen waarbij de illustratie een tekst is, wordt de grafische opmaak gedaan door letterformaat en interlinie te variëren. De relatieve oppervlakken die worden ingenomen door tekst als illustratie en de bijbehorende tekst van de bijkomende waarschuwing moeten in acht worden genomen.

Voor gecombineerde waarschuwingen waarbij een foto of andere illustratie een afbeelding is, wordt de grafische opmaak gedaan door evenredige aanpassing van de foto of andere illustratie en het variëren van de relatieve oppervlakken die worden ingenomen door de foto of andere illustratie en de bijbehorende tekst van de bijkomende waarschuwing.

- Als de verhouding tussen de hoogte en de breedte van de gecombineerde waarschuwing kleiner is dan 0,8, mag de bijbehorende tekst van de bijkomende waarschuwing, indien deze in de bibliotheek van geselecteerde brondocumenten onder de foto of andere illustratie staat, rechts van de foto of andere illustratie worden geplaatst.

- Als de verhouding tussen de hoogte en de breedte van de gecombineerde waarschuwing groter is dan 1,2, mag de bijbehorende tekst van de bijkomende waarschuwing, indien deze in de bibliotheek van geselecteerde brondocumenten naast de foto of andere illustratie staat, onder de foto of andere illustratie worden geplaatst.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het ministerieel besluit van 11 juli 2006.

R. DEMOTTE

Annexe II

Si la taille du conditionnement l'exige, les avertissements combinés peuvent être modifiés selon les règles suivantes.

L'édition graphique des éléments textuels est réalisée par une modification de la taille de la police de caractères et par une modification des sauts de ligne, afin d'assurer une bonne lisibilité.

Pour les avertissements combinés où l'illustration est un texte, l'édition graphique est réalisée par une modification de la taille de la police de caractères et par une modification des sauts de ligne. Les superficies relatives occupées par le texte en tant qu'illustration et par le texte correspondant de l'avertissement complémentaire doivent être respectées.

Pour les avertissements combinés où la photographie ou l'autre illustration est une image, l'édition graphique est réalisée par un changement d'échelle de la photographie ou de l'autre illustration et par une modification des superficies relatives occupées par la photographie ou l'autre illustration et par le texte correspondant de l'avertissement complémentaire.

- Lorsque la proportion entre la hauteur et la largeur de l'avertissement combiné est inférieure à 0,8, le texte correspondant de l'avertissement complémentaire, s'il est placé sous la photographie ou l'autre illustration dans la bibliothèque électronique des documents source sélectionnés, peut être déplacé à droite de la photographie ou de l'autre illustration.

- Lorsque la proportion entre la hauteur et la largeur de l'avertissement combiné est supérieure à 1,2, le texte correspondant de l'avertissement complémentaire, s'il est placé à côté de la photographie ou de l'autre illustration dans la bibliothèque électronique des documents source sélectionnés, peut être déplacé sous la photographie ou l'autre illustration.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 juillet 2006.

R. DEMOTTE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3100

[C - [2006/29101]

**30 JUIN 2006. — Décret modernisant le fonctionnement
et le financement des hautes écoles (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications au décret du 5 août 1995
fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Au 1^o, les mots « hors Université » sont insérés entre les mots « dispensant » et « un »;
- b) Au 1^o, les mots « à l'exception des études organisées par les Instituts supérieurs d'Architectures et les Ecoles supérieures des Arts » sont insérés entre les mots « types » et « selon »;
- c) Au 2^o, a), les mots « liées à l'organisation de l'enseignement » sont insérés entre les mots « compétences » et « qui »;
- d) Au 3^o, le mot « des » est remplacé par le mot « certaines »;
- e) Au 5^o, le mot « subsidiables » est remplacé par le mot « finançables »;
- f) Le 6^o est remplacé comme suit : « Cycle : cycle d'études tel que défini à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004; »;

g) Le 14° est abrogé;

h) Le 15° est abrogé;

i) Au 19°, les mots « l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « la catégorie »;

j) Au 21°, les mots « relevant des activités d'apprentissage et » sont insérés entre les mots « particulière » et « se »;

k) Il est ajouté un 25° libellé comme suit :

« 25° Décret du 31 mars 2004 : Décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités; »;

l) Il est ajouté un 26° libellé comme suit :

« 26° Activités d'apprentissage : activités visées à l'article 22 du décret du 31 mars 2004; »

m) Il est ajouté un 27° libellé comme suit :

« 27° Cursus : études telles que définies à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004. ».

Art. 2. L'article 2 du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent décret s'applique aux Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. ».

Art. 3. A l'article 3 du même décret, dont le § 1^{er} formera un alinéa unique, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2 est abrogé;

b) Le § 3 est abrogé.

Art. 4. L'article 4 du même décret, est abrogé.

Art. 5. L'article 5 du même décret, est abrogé.

Art. 6. A l'article 6 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 2, alinéa 1^{er}, le mot « quinze » est supprimé;

b) Au § 2, alinéa 2, les mots « , soit par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 3, § 2, soit par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent selon les procédures visées au titre III, soit par les autorités des Hautes Ecoles qui fusionnent selon les procédures visées au titre III, soit par les autorités des Hautes Ecoles lors de la modification du projet pédagogique, social et culturel » sont remplacés par les mots « par les autorités des Hautes Ecoles »;

c) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les objectifs du projet pédagogique, social et culturel visé au § 2 sont développés sous la forme des chapitres suivants :

1° Description des moyens mis en œuvre par la Haute Ecole pour intégrer les objectifs généraux et missions de l'enseignement supérieur visés au Titre Ier du décret du 31 mars 2004;

2° Définition des missions de la Haute Ecole, de l'articulation de ces missions entre elles et de la disponibilité des acteurs, notamment les enseignants, dans le cadre de ces missions;

3° Définition des spécificités de l'enseignement de type court et/ou de type long dispensé par la Haute Ecole;

4° Définition des spécificités de l'enseignement liées au caractère de la Haute Ecole et les moyens mis en œuvre pour maintenir ces spécificités;

5° Description des moyens mis en œuvre pour promouvoir la réussite et lutter contre l'échec;

6° Description des moyens mis en œuvre pour assurer la mobilité étudiante et enseignante avec les autres établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers;

7° Définition des modalités d'organisation de la participation des acteurs de la communauté éducative au sein de la Haute Ecole et de circulation de l'information relative notamment aux décisions des autorités de la Haute Ecole;

8° Description des moyens mis en œuvre pour intégrer la Haute Ecole dans son environnement social, économique et culturel;

9° Définition des modalités de mise en œuvre du contrôle de la qualité au sein de la Haute Ecole;

10° Description des moyens mis en œuvre par la Haute Ecole pour favoriser l'interdisciplinarité au sein d'une catégorie d'enseignement ou entre les catégories d'enseignement dispensé par la Haute Ecole. »;

d) Au § 4, le mot « quinze » est supprimé.

Art. 7. L'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Toute proposition de projet pédagogique, social et culturel, ou de modification de ce projet introduite par les autorités de la Haute Ecole, est soumise, à l'avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visés respectivement aux articles 65 et 69 ainsi qu' à l'article 73 du présent décret.

Pour être pris en compte, les avis visés à l'alinéa précédent sont rendus dans les trente jours de la réception du projet, aux autorités des Hautes Ecoles. ».

Art. 8. A l'article 9 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1^{er}, est abrogé;

b) Au § 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Tout projet pédagogique, social et culturel, ainsi que toute modification apportée à ce projet, est transmis sans délai par les autorités de la Haute Ecole à la Commission communautaire pédagogique, accompagné des avis visés à l'article 7. »;

c) Le § 3, alinéa 3, est abrogé;

d) Le § 4, est abrogé;

e) Le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet un avis négatif au Gouvernement, celui-ci notifie aux autorités des Hautes Ecoles une mise en demeure déterminant le délai dans lequel un nouveau projet pédagogique, social et culturel respectant les dispositions visées à l'article 6 doit être déposé auprès de la Commission communautaire pédagogique.

En cas de non-dépôt du nouveau projet pédagogique, social et culturel dans les délais, ou d'avis négatif de la Commission communautaire pédagogique, le Gouvernement peut refuser le projet pédagogique, social et culturel de la Haute Ecole. ».

Art. 9. A l'article 12 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « l'enseignement supérieur » sont remplacés par le mot « catégorie »;

b) Au 4^o, le mot « paramédical » est complété par la lettre « e »;

c) Au 6^o, le mot « social » est complété par la lettre « e »;

d) Au 8^o, la lettre « d' » est supprimée.

Art. 10. L'article 14 du même décret est abrogé.

Art. 11. L'article 16, § 1^{er}, du même décret, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Des études de spécialisation d'un maximum de 60 crédits sont accessibles au porteur de grade académique visé à l'article 15. ».

Art. 12. L'article 17 du même décret est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 18, § 1^{er}, du même décret, le mot « court » est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 19, § 2, alinéa 4, du même décret, le mot « département » est remplacé par le mot « catégorie ».

Art. 15. L'article 19 du même décret est abrogé.

Art. 16. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20. § 1^{er}. La décision par laquelle le Conseil d'administration d'une Haute Ecole organisée par la Communauté française ouvre une nouvelle section, une nouvelle sous-section, une nouvelle finalité, une nouvelle option ou de nouvelles études de spécialisation est soumise à l'autorisation du Gouvernement sur avis du Conseil général des Hautes Ecoles.

En ce qui concerne les nouvelles études de spécialisation, la demande de programmation définit les conditions d'accès à ces études.

§ 2. Les nouvelles sections, les nouvelles sous-sections, les nouvelles finalités, les nouvelles options ou les nouvelles études de spécialisation ouvertes par une Haute Ecole subventionnée par la Communauté française sont reconnues et admises aux subventions par le Gouvernement sur avis du Conseil général des Hautes Ecoles.

§ 3. Le § 1^{er} et le § 2 sont applicables à l'organisation d'une section, d'une sous-section, d'une finalité, d'une option ou d'études de spécialisation par une Haute Ecole qui organise cette section, cette sous-section, cette finalité, cette option ou ces études de spécialisation, dans une implantation de cette haute école où cette section, cette sous-section, cette finalité, cette option ou ces études de spécialisation ne sont pas organisées. »

Art. 17. A l'article 22 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à la première année de premier cycle, les étudiants qui justifient :

1^o Soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française et homologué par la commission constituée à cet effet, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2^o Soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° Soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française sanctionnant un grade académique, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° Soit d'un certificat ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5° Soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement après consultation selon le secteur, du Conseil interuniversitaire Francophone ou du Conseil général des Hautes Ecoles. Cette attestation donne accès aux études des secteurs ou des domaines qu'elle indique;

6° Soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire;

7° Soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 4° en application de la loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale;

8° Soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française;

9° Soit, en vue de l'accès aux études d'assistant social ou de conseiller social, de la réussite de l'examen d'entrée organisé par un établissement d'enseignement supérieur entrant dans la constitution d'une Haute Ecole ou par la Haute Ecole;

10° Soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission donnant accès aux études de type court en Hautes Ecoles, organisés par les Hautes Ecoles et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement après consultation du Conseil général des Hautes Ecoles. Cette attestation donne accès aux études des secteurs ou des domaines qu'elle indique. »

b) Au § 2, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier »;

c) Au § 4, les mots « l'enseignement supérieur paramédical et pédagogique » sont remplacés par « la catégorie paramédicale, sociale et pédagogique ».

Art. 18. L'article 24 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. § 1^{er}. En vue de l'accès à des études de deuxième cycle, les autorités de la Haute Ecole peuvent valoriser les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Cette expérience doit correspondre à au moins cinq années d'activités, compte non tenu des années d'études supérieures qui n'ont pas été réussies.

Le Gouvernement peut fixer les conditions générales et particulières d'accès aux études de deuxième cycle pour les étudiants visés par le présent article.

§ 2. Au terme d'une procédure d'évaluation, les autorités de la Haute Ecole jugent si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre ces études avec succès.

Le Gouvernement peut fixer l'organisation des procédures d'évaluation ainsi que les conditions minimales auxquelles les étudiants qui y prennent part doivent satisfaire.

§ 3. Si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre les études avec succès, l'étudiant peut, à l'issue de la procédure d'évaluation et conformément aux modalités fixées par les autorités de la Haute Ecole être amené à suivre des enseignements complémentaires qui représentent au maximum 60 crédits supplémentaires.

Lorsque la charge supplémentaire dépasse 15 crédits, elle constitue une année d'études préparatoires.

Elle ne mène pas à un diplôme et est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées.

§ 4. Toutefois, ces étudiants ne sont pris en compte pour le financement de la première année d'études du deuxième cycle et, le cas échéant, de l'année préparatoire, que s'ils réussissent la première année d'études du programme de deuxième cycle visé. ».

Art. 19. A l'article 25 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « qui sont » sont supprimés;

b) Les mots « des grades académiques similaires à ceux mentionnés aux articles 15 et 18, § 1^{er}, ou porteurs » sont insérés entre les mots « porteurs » et « d'un ».

Art. 20. A l'article 26 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 15 novembre » sont remplacés par les mots « premier décembre »;

b) Au § 1^{er}, alinéa 2, le mot « pédagogique » est remplacé par les mots « de catégorie »;

c) Au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « au-delà du 15 novembre » sont remplacés par les mots « du premier décembre au premier février »;

d) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'étudiant est informé de la décision de refus d'inscription dans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de sa demande d'inscription et au plus tôt le 1^{er} juin de l'année qui précède l'année académique visée par l'étudiant. ».

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu pendant la période du 15 juillet au 15 août. »;

e) Le § 4, alinéa 4, est complété comme suit :

« Elle compte au moins un représentant du Conseil étudiant en son sein. Toute personne ayant pris part à la première délibération quant au refus d'inscription ne peut prendre part à la décision de la commission. »

f) Le § 6, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de premier cycle, s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 22, § 1^{er}, délivré en Communauté française;

2° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle du diplôme repris sous 1°; le Gouvernement détermine les diplômes ainsi assimilés;

3° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 22, § 1^{er}, non délivré en Communauté française mais sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française. Le Gouvernement détermine les études qui satisfont à cette condition;

4° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil général des hautes écoles;

5° soit par l'attestation de réussite d'un des examens d'admission prévus à l'article 22, § 1^{er}, 5° et 10°.

L'examen visé à l'alinéa 2, 4°, est organisé au moins deux fois par année académique;

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone ou de la Communauté flamande et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés à l'alinéa 2, 1°. »;

g) Il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Est également réputée régulière l'inscription d'un étudiant dans plusieurs institutions partenaires d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004, lorsque les inscriptions dans ces institutions portent au total sur au moins 30 crédits. ».

Art. 21. L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. Les autorités de la Haute Ecole arrêtent un règlement des études sur avis du Conseil pédagogique. Ce règlement est communiqué à la Commission communautaire pédagogique qui le transmet au Gouvernement dans les soixante jours de la réception avec un avis motivé sur le respect, par le règlement, du projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6 et des dispositions des lois, décrets et arrêtés en vigueur.

Toute modification à ce règlement est soumis aux mêmes modalités.

Le règlement fixe notamment :

1° L'organisation de l'année académique dans le respect du régime de vacances et congés fixé par le Gouvernement;

2° Les heures durant lesquelles les activités d'enseignement peuvent être dispensées;

3° Les règles et les modalités des passerelles conformément à l'article 23;

4° Les règles et les modalités de valorisation de l'expérience personnelle et professionnelle conformément à l'article 24;

5° Les règles en matière d'étalement des années d'études et de remédiation conformément à l'article 31;

6° Les règles en matière de dispense de certaines parties de programme ou de réduction de la durée minimale des études, conformément aux articles 34 et 35;

7° Le règlement disciplinaire et toutes les procédures de recours;

8° La liste des diplômes d'enseignement supérieur qui donnent accès aux études de spécialisation;

9° Le cas échéant, conformément à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des droits d'inscription requis ainsi que la liste des frais engendrés par le programme d'études.

Le règlement mentionne le montant du minerval. Le règlement des études est un document public. Il est fourni, sur simple demande, par les autorités de la Haute Ecole.

L'organisation de l'année académique est fixée conformément aux dispositions générales arrêtées par le Gouvernement. ».

Art. 22. L'article 29, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. § 1^{er}. Les autorités de la Haute Ecole établissent les programmes d'études pour lesquelles leur établissement est habilité et qu'elles souhaitent organiser.

Les programmes respectent les autres dispositions légales et répondent aux objectifs généraux de l'enseignement supérieur et aux objectifs particuliers du cursus concerné, notamment les critères d'accès aux titres professionnels associés.

§ 2. Ils comportent notamment les matières contribuant à l'acquisition de compétences générales de l'étudiant, ainsi que les matières spécifiques contribuant à l'acquisition de compétences plus techniques et plus approfondies dans le domaine d'études.

Outre une description des objectifs et des finalités du cursus, ces programmes comprennent la liste détaillée des activités d'enseignement, de leurs objectifs particuliers et de leurs modalités d'organisation et d'évaluation. Cette liste contient les éléments visés à l'article 23, alinéa 1^{er}, du décret du 31 mars 2004.

§ 3. Le programme d'études auxquelles l'étudiant prend part est transmis à l'étudiant dès sa demande d'inscription. ».

Art. 23. L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Un étudiant régulièrement inscrit peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par les autorités de la Haute Ecole auprès de laquelle il a pris son inscription.

Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis hors Communauté française. Si l'étudiant n'a pas d'alternative à la mobilité ainsi imposée, la Haute Ecole doit prendre à sa charge les frais supplémentaires d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements.

L'étudiant est considéré comme n'ayant pas d'alternative à la mobilité imposée lorsque la Haute Ecole ne lui offre pas la possibilité de suivre sans mobilité un autre programmes d'études conduisant à un grade ayant le même intitulé et le cas échéant, la même finalité.

En outre, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29; § 2; du décret du 31 mars 2004, l'obligation de prise en charge par la Haute Ecole visée à l'alinéa 3, n'est applicable que si l'étudiant prépare un premier diplôme de premier cycle ou un premier diplôme de deuxième cycle.

Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de la Haute Ecole qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. En cas de formation co-organisée par plusieurs établissements, cette obligation s'étend collectivement à l'ensemble des établissements participant à l'organisation. ».

Art. 24. Les articles 31 et 32 du même décret sont remplacés par la disposition suivante :

« Art. 31. § 1^{er}. Un étudiant peut choisir de répartir les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

Cette planification étalée dans le temps de ses activités et des évaluations associées fait l'objet d'une convention avec les autorités de la Haute Ecole établie au moment de l'inscription, sur avis conforme du Conseil pédagogique, révisable annuellement. A défaut d'avis dans les 15 jours de la demande de l'étudiant, l'avis est réputé conforme.

Si l'étudiant obtient les crédits correspondant aux enseignements de son programme personnalisé, il peut poursuivre ses études sans être considéré comme bisseur au sens du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. Toutefois, il ne peut être pris en compte pour le financement plus de deux fois pour une même année d'études avant que le jury ne sanctionne cette réussite.

§ 2. La planification visée au § 1^{er}, s'établit conformément aux conditions générales fixées par les autorités de la Haute Ecole.

Ces conditions générales ne sont pas applicables aux étudiants dont la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif est reconnue conformément au Chapitre III du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les étudiants de première génération peuvent choisir de revoir leur programme d'études personnel et étaler leurs études après les évaluations organisées à l'issue du premier quadrimestre, au plus tard pour le 15 février de l'année académique.

§ 4. Les étudiants de première génération visés au paragraphe précédent peuvent également choisir de suivre au deuxième quadrimestre un programme de remédiation spécifique destiné à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur première tentative dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès.

Le programme de remédiation est fixé par les autorités de la Haute Ecole en concertation avec l'étudiant, après une évaluation personnalisée de sa situation. Il peut comprendre des activités de remise à niveau spécifiques à une telle démarche.

Les règles d'octroi de crédits valorisables s'appliquent aux enseignements de ce programme.

Ce programme de remédiation peut également être organisé partiellement au cours du troisième quadrimestre.

Les étudiants qui, à l'issue de la première année d'études, réussissent leur programme personnalisé et s'inscrivent à nouveau en première année d'études sont considérés comme n'ayant été inscrits qu'une seule fois dans l'enseignement supérieur. ».

Art. 25. L'intitulé « Section 3. — Durée des études » du Chapitre V, du Titre II, du même décret est remplacé par un nouvel intitulé rédigé comme suit :

« Section 3. — Dispenses et réductions de la durée des études ».

Art. 26. L'article 33 du même décret est abrogé.

Art. 27. L'article 34 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Aux conditions fixées par les autorités de la Haute Ecole, les étudiants peuvent bénéficier de réductions ou de dispenses de certaines parties du programme d'études en raison :

1° De l'acquisition de certains crédits sanctionnant des études ou parties d'études supérieures suivies avec fruit;

2° De la valorisation des savoirs et des compétences acquis par leur expérience professionnelle ou personnelle en rapport avec les études concernées. ».

Art. 28. A l'article 35 du même décret, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'alinéa 1^{er}, les mots « , telle qu'elle est définie à l'article 33 » sont supprimés;

b) Les alinéas suivants sont insérés : « La réduction visée à l'alinéa précédent, ne peut aboutir à la délivrance d'un grade académique à un étudiant qui n'aurait pas effectivement suivi dans l'établissement qui confère ce grade, en une année d'études au moins, 60 crédits du programme d'études correspondant.

Toutefois, le porteur d'un grade académique de bachelier ou de master peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité ou option de ce même grade après réussite, en une année d'études au moins, des 30 crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité ou option. ».

Art. 29. L'article 35*bis* du même décret est abrogé.

Art. 30. L'article 36 du même décret est abrogé.

Art. 31. L'article 37 du même décret est abrogé.

Art. 32. L'article 39 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Au cours d'une même année académique, un étudiant peut se présenter deux fois aux examens ou évaluations d'un même enseignement. Toutefois, pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées par elles, les autorités de la Haute Ecole peuvent autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations associées au cours d'une même année académique.

Pour chaque enseignement, les autorités de la Haute Ecole déterminent les sessions d'examens durant lesquelles ces évaluations sont organisées.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les évaluations de certaines activités - les travaux pratiques, stages, rapports et travaux personnels - peuvent n'être organisées qu'une seule fois par année académique. Elles sont alors réputées rattachées à chacune des sessions d'examens de l'enseignement.

Pour les étudiants de première année d'études, les évaluations à l'issue du premier quadrimestre sont dispensatoires : elles peuvent faire l'objet d'une valorisation de tout ou partie de l'épreuve mais n'entrent pas en compte en cas d'échec. ».

Art. 33. A l'article 40, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Le mot « Dans » est remplacé par les mots « Toutefois, dans »;
- b) Le mot « Elles » est remplacé par les mots « Les épreuves »;
- c) Les mots « Dans un délai de soixante jours ouvrables prenant cours à la réception des résultats, » sont insérés entre les mots « écrites. » et « tout ».

Art. 34. Dans l'article 42, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Le 9^o est remplacé par la disposition suivante :
« 9^o les conditions et modalités de la réussite de l'étudiant qui a acquis au moins 48 crédits; »
- b) L'alinéa est complété par un 11^o rédigé comme suit :
« 11^o les conditions et modalités permettant à l'étudiant d'acquérir des crédits ne faisant pas partie de son année d'études. ».

Art. 35. Dans l'article 43 du même décret, les mots « et 19 » sont supprimés.

Art. 36. A l'article 44 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Les mots « et 19 » sont supprimés;
- b) Il est inséré un § 2, rédigé comme suit : « § 2. En cas d'études organisées par plusieurs institutions dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004, l'étudiant peut se voir délivrer, soit un diplôme conjoint, soit le diplôme de chaque institution partenaire.

En cas de délivrance d'un diplôme conjoint, doit figurer sur le diplôme un des intitulés de grade académique repris dans le décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales.

En cas de délivrance d'un diplôme par chaque institution partenaire d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, le diplôme délivré en Communauté française fait référence à cette convention et mentionne le ou les autres diplômes délivrés dans ce cadre.

La convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 précise la nature du ou des diplômes obtenus. ».

Art. 37. L'article 45 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa précédent, figurent en français sur le diplôme. Elles peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue pour les diplômes délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004.

Quelles que soient les modalités de délivrance des diplômes visés à l'article 44, § 2, un seul supplément au diplôme est délivré. ».

Art. 38. Les dispositions contenues dans le Chapitre II, du Titre III, du même décret sont abrogées.

Art. 39. Les dispositions contenues dans le Chapitre IV, du Titre III, du même décret sont abrogées.

Art. 40. Dans l'intitulé du Chapitre V, du Titre III, du même décret, les mots « Procédure de fusion des » sont remplacés par les mots « Fusion et transfert entre ».

Art. 41. L'intitulé de la Section 1^{ère}, du Chapitre V, du Titre III, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1^{re}. Disposition générale »

Art. 42. L'article 61 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 61. § 1^{er}. Les Hautes Ecoles d'une même zone peuvent fusionner entre elles moyennant l'accord du Gouvernement.

Dans le cas où les Hautes Ecoles qui fusionnent relèvent de réseaux différents, les autorités des Hautes Ecoles optent pour l'appartenance de la nouvelle Haute Ecole à l'un des réseaux dont relevaient les Hautes Ecoles avant leur fusion.

§ 2. Les Hautes Ecoles peuvent décider du transfert d'une catégorie, d'une section ou d'une sous-section d'une Haute Ecole, ci-après « Haute Ecole cédante » vers l'autre Haute Ecole, ci-après la « Haute Ecole cessionnaire » L'implantation de la catégorie, d'une section ou d'une sous-section doit être située dans la zone de la Haute Ecole cessionnaire ».

Art. 43. L'intitulé de la Section 2, du Chapitre V, du titre III, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. Dépôt de la proposition de fusion et de transfert ».

Art. 44. Il est inséré dans le même décret, à la place de l'article 62 qui devient l'article 63, un article 62 nouveau rédigé comme suit :

« Art. 62. § 1^{er}. La proposition de fusion de Hautes Ecoles ou de transfert entre Hautes Ecoles est établie par les autorités des Hautes Ecoles concernées. Elle est soumise aux avis du Conseil social et du Conseil pédagogique visés aux articles 65 et 69 et du Conseil des Etudiants visé à l'article 73 de chaque Haute Ecole concernée.

Pour être pris en compte, ces avis sont rendus dans les trente jours de la demande d'avis aux autorités de la Haute Ecole.

§ 2. Les autorités des Hautes Ecoles transmettent au Gouvernement la proposition de fusion des Hautes Ecoles ou de transfert entre Hautes Ecoles. ».

Art. 45. A l'article 62 du même décret devenant l'article 63, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « transmise au Gouvernement » sont insérés entre les mots « Ecoles » et « comprend »;

b) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « au § 3 de l'article 7 » sont remplacés par les mots « l'article 7 »;

c) Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10^o, est remplacé par la disposition suivante : « 10^o l'ensemble des conventions passées entre Hautes Ecoles et, le cas échéant, avec ou entre les pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personne morale, relatives à la transmission des droits et obligations à la nouvelle Haute Ecole en ce compris les conventions avec les tiers, et, le cas échéant, relative à la mise à disposition de la nouvelle Haute Ecole du patrimoine des pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles fusionnées »;

d) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11^o, les mots « au § 2 de l'article 61 » sont remplacés par les mots « l'article 62, § 1^{er} »;

e) Il est inséré un 13^o libellé comme suit : « 13^o les avantages financiers et pédagogiques. »;

f) Il est ajouté un § 2, rédigé comme suit : « § 2. La proposition de transfert entre Hautes Ecoles comprend :

1^o le projet pédagogique, social et culturel visé à l'article 6 de la « Haute Ecole cessionnaire » tel que modifié à la suite du transfert;

2^o les avis visés à l'article 7, alinéa 2, et à l'article 62, § 1^{er};

3^o à la suite du transfert, un relevé de la répartition de la population par section, par catégorie, par type d'enseignement supérieur et par implantation;

4^o le nombre et la dénomination des catégories et, le cas échéant, de départements;

5^o le cas échéant, les modifications de la composition du nouveau pouvoir organisateur de la Haute Ecole si elle n'est pas constituée sous forme de personne morale ou les modifications statutaires si la Haute Ecole est constituée sous forme de personne morale;

6^o la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation à la suite du transfert;

7^o l'ensemble des conventions passées entre Hautes Ecoles et, le cas échéant, avec ou entre les pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personne morale, relatives à la transmission des droits et obligations à la « Haute Ecole cessionnaire » en ce compris les conventions avec les tiers, et, le cas échéant, relative à la mise à la disposition de la « Haute Ecole cessionnaire » du patrimoine du pouvoir organisateur de la « Haute Ecole cédante »;

8^o les avis visés à l'article 62, § 1^{er};

9^o les avantages financiers et pédagogiques. ».

Art. 46. L'intitulé de la Section III, du Chapitre V, du titre III, du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 3. — Examen des propositions de fusion des Hautes Ecoles ou de transfert entre Hautes Ecoles par le Conseil général des Hautes Ecoles. ».

Art. 47. A l'article 63 du même décret, qui devient l'article 63bis, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « Comité de négociation » sont remplacés par les mots « Conseil général des Hautes Ecoles »;

b) Les mots « au § 2 de l'article 61 » sont remplacés par les mots « à l'article 62 »;

c) Au § 1^{er}, les mots « ou de transfert entre Hautes Ecoles » sont insérés entre les mots « Ecole » et « au »;

d) Au § 2, les mots « ou de transfert » sont insérés entre les mots « fusion » et « aux »;

e) Le § 2 est complété par les mots « ou de transfert »;

f) Le § 3, première phrase, est complété par les mots « ou de transfert »;

g) Au § 4, les mots « ou de transfert » sont insérés chaque fois entre les mots « de fusion »;

h) Le § 4, alinéa 3, est supprimé.

Art. 48. Le Chapitre V du Titre III du même décret est complété par une Section 4 intitulée « Décision du Gouvernement. » et qui comprend l'article 64 désormais rédigé comme suit :

« Après réception de l'avis ou à défaut d'avis dans le délai prescrit à l'article 63bis; § 4; alinéa 1^{er}, le Gouvernement approuve ou refuse la proposition de fusion ou de transfert.

La fusion ou le transfert est effective au début de l'année académique suivante. »

Art. 49. A l'article 66, alinéa 1^{er}, 7^o du même décret les mots « de tous les départements » sont remplacés par le mot « de toutes les catégories ».

Art. 50. Dans l'article 67, à l'alinéa 2, du même décret, les mots « par le Collège de Direction » sont remplacés par les mots « par l'ensemble des membres du personnel. ».

Art. 51. A l'article 68 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « du Conseil de catégorie, » sont insérés entre les mots « fonctionnement » et « du »;

b) Les mots « la composition et » sont insérés entre les mots « que » et « les ».

Art. 52. A l'article 69, alinéa 6, du même décret, les mots « et par » sont remplacés par les mots « ou par ».

Art. 53. A l'article 70, alinéa 2, du même décret, les mots « le Collège de direction » sont remplacés par les mots « L'ensemble des membres du personnel. ».

Art. 54. A l'article 71 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa premier est supprimé;

b) L'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 3 libellé comme suit :

« S'il y a moins de trois candidats qui se présentent, l'ensemble du personnel enseignant de la catégorie d'études concernée est appelé à choisir trois candidats sur la base d'une liste composée, outre du ou des candidats qui se sont présentés, de tous les membres du personnel enseignant de la catégorie d'études concernée qui satisfont aux conditions prévues à l'article 15 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, »;

c) A l'alinéa 7, les mots « département » est remplacé par les mots « catégorie »;

d) A l'alinéa 8, le mot « département » est remplacé par le mot « catégorie »;

e) A l'alinéa 8, les mots « L'avis du Conseil de catégorie est demandé pour toute modification de grilles horaires » sont insérés;

f) Il est ajouté un alinéa 9 libellé comme suit : « Chaque département peut être doté d'un Conseil de département. Le Conseil de département remet ses avis au Conseil de catégorie. »;

g) Il est ajouté un alinéa 10 libellé comme suit : « Le collège de direction présente des rapports détaillés, à l'organe de gestion pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française ou au Conseil d'administration pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, portant sur les refus d'inscription, la réussite des étudiants, l'affectation des ressources humaines et l'utilisation des moyens pédagogique, à la demande d'un membre d'un des organes visés plus haut. ».

Art. 55. L'intitulé du Chapitre IV, du Titre IV, du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. — Composition du Conseil social, du Conseil pédagogique, du Conseil de catégorie et du Conseil de département ».

Art. 56. A l'article 72 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au 1^o, les mots « Conseil de catégorie » sont insérés entre les mots « social » et « et »;

b) Au 4^o, les mots « Conseil de catégorie et, le cas échéant, du » sont insérés entre les mots « du » et « Conseil ».

Art. 57. A l'article 73, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 2, alinéa premier, le mot « département » est remplacé par le mot « catégorie »;

b) Au § 2, alinéa 3, le mot « département » est remplacé par les mots « catégorie ou, le cas échéant si le Conseil Etudiant le prévoit dans son règlement électoral, par département. »;

c) Le § 2, alinéa 3, est complété comme suit : « Les autorités de la Haute Ecole assurent la diffusion d'une information individualisée auprès des étudiants électeurs. ».

Art. 58. L'article 74, § 1^{er}, du même décret, est complété comme suit :

« - d'assurer la continuité de la représentation, notamment par la participation à la formation des représentants étudiants;

- d'informer les étudiants sur leurs droits, sur la vie de la Haute Ecole et sur les possibilités pédagogiques qui leur sont offertes. ».

Art. 59. A l'article 75, alinéa 2, du même décret sont insérés après le mot « mandat » les mots « ou du fait et dans le cours de la campagne électorale, pour les candidats aux élections du Conseil étudiant. Sont reconnus comme des Conseillers étudiants et bénéficient des mêmes droits, les étudiants cooptés par le Conseil étudiant. ».

Art. 60. L'article 75 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le Conseil des étudiants transmet à titre informatif au Conseil social sa comptabilité annuelle au plus tard le 31 mars qui suit l'année budgétaire. ».

Art. 61. Dans le Chapitre II, du Titre V, du même décret, il est inséré un article 75*bis* rédigé comme suit :

« Art. 75 *bis*. Le Gouvernement arrête des règles spécifiques à la tenue et à la présentation des comptes des conseils étudiants. Il définit une liste des dépenses non admissibles. ».

Art. 62. Dans l'article 76, § 2, du même décret, les mots « tous les départements, » sont remplacés par les mots « toutes les catégories ».

Art. 63. Dans l'article 77, les mots « dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, » sont supprimés.

Art. 64. Dans le Chapitre I^{er}, du Titre VI, du même décret, il est inséré un article 81*bis* rédigé comme suit :

« Art. 81*bis*. § 1^{er}. Tous les trois ans, les autorités de la Haute Ecole transmettent à la Commission communautaire pédagogique un rapport d'activités complet comprenant un chapitre relatif au respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole, conformément aux dispositions prévues par le Gouvernement.

§ 2. Dans les nonante jours du dépôt de ce rapport d'activités, la Commission communautaire pédagogique transmet ce rapport au Gouvernement et au Conseil général accompagné d'un avis portant sur le respect du projet pédagogique, social et culturel par la Haute Ecole.

Dans le cas où la Commission communautaire pédagogique remet au Gouvernement un avis négatif, la procédure visée à l'article 10, §§ 6 et 7, est d'application. ».

Art. 65. Au Titre VI, le Chapitre III. — Cellule de prospective pédagogique est abrogé.

Art. 66. Au Titre VI, le Chapitre IV, dénommé « Comité de négociation » est abrogé.

Art. 67. L'article 87 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 87. Il est créé un Conseil interréseaux de concertation.

Ce Conseil a pour mission d'organiser les collaborations et les partenariats entre Hautes Ecoles.

Il est composé de représentants des autorités des Hautes Ecoles.

La composition et la liste des membres du Conseil interréseaux de concertation est arrêtée par le Gouvernement. ».

Art. 68. L'article 88 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 88. Le Gouvernement adjoint au Conseil interréseaux de concertation, des Conseils interréseaux zonaux dans lesquels siège un représentant des autorités de chaque Haute Ecole d'une zone.

Un Conseil interréseaux zonal se réunit au moins deux fois par an pour analyser les possibilités d'organiser des collaborations ou partenariats en Hautes Ecoles.

Les collaborations ou partenariats sont librement décidés de commun accord par les autorités de chaque Haute Ecole concernée après avis de leur Conseil pédagogique ou de leur Conseil social selon les types de collaboration proposés.

Les Conseils interréseaux zonaux rendent leurs avis au Conseil interréseaux de concertation ».

Art. 69. L'article 89 du même décret est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Le Gouvernement peut augmenter le montant fixé au § 3.

Art. 70. L'article 90 du même décret est complété par les alinéas suivants : « Le Gouvernement complète le cas échéant cette liste et fixe des minimas et des plafonds pour l'utilisation de chacune des catégories visées à l'alinéa 1^{er}, dans le respect de l'alinéa 3.

Les critères académiques ne peuvent rentrer en compte dans l'admissibilité et l'admission des étudiants au bénéfice de l'aide octroyé par le Conseil social. ».

Art. 71. Dans le Titre VII, du même décret, est inséré un article 91*bis* rédigé comme suit : « Art. 91 *bis*. Les Conseils sociaux de plusieurs établissements d'enseignement supérieur, au sens de l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004, peuvent mettre jusqu'à 30 % de leurs subsides sociaux en commun dans le but de pouvoir mener des projets en commun ou de mutualiser ou d'optimiser certaines dépenses. Pour la gestion de ces dépenses, chaque Conseil social délègue un représentant du personnel directeur et un représentant du personnel enseignant et deux représentants des étudiants qui siègent dans un conseil social inter-établissements. Les positions arrêtées par ce conseil social inter-établissements peuvent faire l'objet d'un veto à la majorité d'un des conseils sociaux partenaires. ».

Art. 72. Dans le Titre VII, du même décret, est inséré un article 91^{ter} rédigé comme suit : « Article 91^{ter}. Lorsque le montant des réserves du conseil social excède deux fois le montant des subsides sociaux alloués lors de l'année budgétaire précédente, la somme excédant ce montant est déduite des prochaines allocations et versée au Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur institué par le décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur. ».

Art. 73. Dans le Titre VII, du même décret, est inséré un article 91^{quater} rédigé comme suit : « Article 91^{quater}. Les dossiers individuels introduits par les étudiants auprès du Conseil social sont traités de manière anonyme.

Les membres du Conseil social sont tenus dans l'exercice de leur mandat au secret professionnel lorsqu'ils instruisent des demandes individuelles d'étudiants.

Le Conseil social désigne une ou plusieurs personnes de référence. Cette personne est chargée de traiter les dossiers de demande d'intervention du Conseil social introduits par les étudiants. Elle s'assure que les dossiers ou leur résumé, transmis au Conseil social pour décision, ne présentent aucune donnée personnelle permettant d'identifier directement l'étudiant. La personne de référence ne peut être membre du Conseil social et est tenue au secret professionnel.

Le Gouvernement peut arrêter des dispositions particulières en la matière. ».

Art. 74. L'article 92 du même décret est abrogé.

Art. 75. L'article 93 du même décret est abrogé.

Art. 76. L'article 99 du même décret est abrogé.

Art. 77. A l'article 100, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 2, est abrogé;

b) L'alinéa 3, est abrogé.

Art. 78. L'article 101 du même décret est abrogé.

Art. 79. L'article 102 du même décret est abrogé.

Art. 80. L'article 105 du même décret est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 81. L'article 5 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. L'étudiant régulièrement inscrit de l'enseignement supérieur de type long ou de type court est celui qui, répondant aux conditions d'accès prévues aux articles 22 à 25 du décret, est inscrit de la manière prescrite pour l'ensemble des activités d'enseignement prescrites et approuvées d'une section déterminée et suit régulièrement, lesdites activités dans le but d'obtenir, s'il échet, à la fin de l'année académique, les effets de droit attachés à la réussite des examens.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est également régulièrement inscrit, l'étudiant qui suit une ou plusieurs activités d'enseignement dans d'autres institutions d'enseignement supérieur dans les conditions prévues aux articles 26, § 7, ou 30 du décret.

L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de moins de 15 crédits n'est toutefois pas pris en compte pour le financement. L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de 15 à moins de 45 crédits n'est pris en compte que pour une demi-unité.

Lorsque l'étudiant est inscrit régulièrement dans plusieurs hautes écoles de la Communauté française conformément à l'article 26, § 7, du décret, sa prise en compte pour le financement est répartie au prorata du nombre de crédits suivis dans ces institutions. ».

Art. 82. A l'article 6 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Le 2^o, *bis*), est abrogé;

b) Au 2^o, k, le mot « j bis » est remplacé par le mot « j »;

c) Ajouter un troisième alinéa rédigé comme suit :

A titre transitoire, les étudiants inscrits aux études menant aux grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) qui ont été pris en compte pour le financement durant l'année académique 2005-2006, entrent en ligne de compte pour le financement pour les années d'études qu'il leur reste à effectuer dans ces mêmes cursus, même s'ils ne sont pas mentionnés au point a) à j) du dit article, et sauf l'application de l'article 8.

Art. 83. A l'article 10 du même décret, le montant de « 264.419.000 » est remplacé par le montant de « 268.506.639 ».

Art. 84. A l'article 13, § 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « et jusqu'à l'année budgétaire 2006 » sont insérés entre les mots « à partir de l'année budgétaire 2003 » et « , la partie historique »;

b) Un alinéa rédigé comme suit est inséré : « A partir de l'année budgétaire 2007, la partie historique est intégrée dans la partie forfaitaire visée à l'article 14. ».

Art. 85. L'article 14 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« A partir de l'année budgétaire 2007, la partie forfaitaire d'une Haute Ecole est égale à la somme de sa partie forfaitaire et de sa partie historique lors de l'année budgétaire 2006 indexée.

Par exception à l'alinéa précédent, une Haute Ecole qui devient à partir de 2007, seule de son réseau dans sa zone, reçoit en plus de la dite partie forfaitaire, le supplément visé à l'alinéa 1^{er} d).

En cas de fusion de Hautes Ecoles, la partie forfaitaire de la Haute Ecole issue de la fusion est égale à la somme des parties forfaitaires de chaque Haute Ecole partie à la fusion.

Art. 86. A l'article 31 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^{ème} tiret, le chiffre « 70 » est remplacé par le chiffre « 75 » et les mots « ni être inférieur à 65 p.c. » sont insérés entre les mots « p.c. » et « du nombre »;

b) Au § 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant : « La rémunération totale des professeurs invités ne peut excéder 10 % du montant des rémunérations des membres du personnel organique calculé au coût moyen brut pondéré. »;

c) Le § 2 est abrogé;

d) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les coûts salariaux du cadre du personnel, y compris contractuel et professeurs invités, et des remplaçants calculés conformément à l'article 29, alinéa 5, ne peuvent être inférieurs à 85 p.c. de l'allocation annuelle globale. ».

Art. 87. L'article 34 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Si un étudiant a été indûment admis ou refusé au financement ou si une pondération inexacte lui a été attribuée, le Gouvernement modifie proportionnellement le nombre d'unités de charge d'enseignement. Il déduit ou augmente les montants y afférents de l'allocation annuelle globale suivante. Cette rectification ne peut avoir lieu qu'au cours de l'année budgétaire suivant celle où l'erreur a été commise. »

Art. 88. Il est inséré dans le Chapitre III du même décret, une section V, rédigée comme suit :

« Section V - Patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

Art. 34 *bis*. Chaque Haute Ecole organisée par la Communauté française est constituée en service à gestion séparée.

Elle dispose de la personnalité juridique pour la gestion de son patrimoine propre. L'organe de cette personnalité juridique est le conseil d'administration. »

Art. 89. A l'article 35, alinéa 2 du même décret, les mots « , renouvelable à terme fixe » sont abrogés.

Art. 90. A l'article 36 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant, « Aucune Haute Ecole ne peut être contrôlée plus de cinq années consécutives par un même commissaire du Gouvernement.

Art. 91. Dans l'article 41, alinéa trois du même décret, le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix ».

Art. 92. Dans l'article 42, § 1^{er}, alinéa premier du même décret, le mot « dix » est remplacé par le mot « quinze ».

CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement*

Art. 93. Dans l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les alinéas suivants sont insérés après l'alinéa 11 :

« La liste des frais mentionnés dans le règlement des études, visée à l'alinéa précédent, est établie sur la base de l'avis conforme d'une commission de concertation créée au sein de chaque établissement et composée de représentants de la direction de l'établissement, de membres du personnel et de représentants des étudiants. Le Gouvernement peut fixer les règles de composition et de fonctionnement de cette commission.

Les frais non spécifiques à une formation sont mutualisés entre les étudiants d'un même type d'enseignement. »

CHAPITRE IV. — *Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités*

Art. 94. A l'article 49, § 1^{er}, 4^o, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, le mot « titre » est remplacé par les mots « certificat ou diplôme ».

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 95. Les dispenses accordées sur base des conditions arrêtées par le Gouvernement en application de l'article 34, alinéa 3, du décret du 5 août 1995 demeurent acquises à l'étudiant pour l'année académique 2006-2007.

Art. 96. Le chapitre I du présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2006-2007.

Par exception à l'alinéa précédent, l'article 15 du présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2009-2010.

Le Chapitre II du présent décret entre en vigueur pour l'année budgétaire 2007, à l'exception de l'article 86, a), qui entre en vigueur pour l'année budgétaire 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2006

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire
et de Promotion sociale,
M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
C. FONCK

Notes

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 268-1. — Amendements de commission, n° 268-2. — Rapport, n° 268-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 27 juin 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3100

[C — [2006/29101]

30 JUNI 2006. — Decreet tot modernisering van de werking en de financiering van de hogescholen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1^o worden tussen de woorden « die » en « oger onderwijs » de woorden « uiten de Universiteit » ingevoegd;

b) in 1^o worden tussen de woorden « erstrekt » en « olgens » de woorden « et uitzondering van de studies ingericht door de hogere instituten voor architectuuronderwijs en de hogere kunstscholen » ingelast;

c) in 2^o, a), worden tussen de woorden « de bevoegdheid uit te oefenen » en « ie aan bedoelde hogescholen » de woorden « ie verband houdt met de inrichting van het onderwijs »

d) in 3^o, wordt het woord « sommige » ingevoegd tussen de woorden « hogeschool » en « erkzaamheden »;

e) in 5^o, wordt het woord « subsidieerbare » vervangen door het woord « nancierbare »;

f) 6° wordt als volgt vervangen : « cyclus : studiecycclus zoals bedoeld bij artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004; »

g) 14° wordt opgeheven;

h) 15° wordt opgeheven;

i) in 19°, worden de woorden « in het hoger pedagogisch onderwijs » vervangen door de woorden « in de pedagogische categorie »;

j) in 21°, worden de woorden « activiteiten voor de inschakeling in het arbeidsproces die verlopen in een sociaal-professionele omgeving in verband met de afdeling; » vervangen door de woorden « activiteiten voor de bijzondere inschakeling in het arbeidsproces, die tot leeractiviteiten behoren en die in een sociaal-professionele omgeving in verband met de afdeling verlopen; »

k) er wordt een 25° toegevoegd luidend als volgt :

« 25° Decreet van 31 maart 2004 : decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten; »

l) er wordt een 26° toegevoegd luidend als volgt :

« 26° Leeractiviteiten : de activiteiten bedoeld bij artikel 22 van het decreet van 31 maart 2004; »

m) er wordt een 26° toegevoegd luidend als volgt :

« 27° Cursus : de studies zoals bepaald bij artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004. ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet, waarvan § 1 een enig lid zal worden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2 wordt opgeheven;

b) § 3 wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, eerste lid, wordt het woord « vijftien » geschrapt;

b) in § 2, tweede lid, worden de woorden « door de inrichtende machten van de in artikel 3, § 2 bedoelde instellingen voor hoger onderwijs, of door de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs die zich groeperen zoals bepaald in titel III, of door de overheden van de hogescholen die fuseren zoals bepaald in titel III, of door de overheden van de hogescholen bij de wijziging van het pedagogisch, sociaal en cultureel project » vervangen door de woorden « door de overheden van de hogescholen »;

c) § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De doeleinden van het in § 2 bedoelde pedagogisch, sociaal en cultureel project worden nagestreefd in de vorm van de volgende hoofdstukken :

1° beschrijving van de middelen aangewend door de hogeschool om de bedoelde algemene doeleinden en opdrachten van het hoger onderwijs bedoeld bij Titel I van het decreet van 31 maart 2004 te bereiken;

2° omschrijving van de opdrachten van de hogeschool, de wisselwerking tussen deze opdrachten onderling en van de beschikbaarheid van de actoren, inzonderheid de onderwijzers, in het kader van deze opdrachten;

3° omschrijving van het specifieke, door de hogeschool verstrekte onderwijs van het korte en/of lange type;

4° omschrijving van het specifieke door de hogeschool verstrekte onderwijs en beschrijving van de middelen aangewend om die specifieke aard te bewaren;

5° beschrijving van de middelen die de hogeschool aanwendt om het aantal mislukkingen te beperken;

6° beschrijving van de middelen om voor de mobiliteit van de studenten en de onderwijzers in de hogeschool, tussen de hogescholen en met andere instellingen voor hoger onderwijs in België en het buitenland te zorgen;

7° omschrijving van de nadere regels voor de organisatie van de participatie van de actoren van de opvoedkundige gemeenschap in de hogeschool en van de verspreiding van informatie over de beslissingen van de overheid van de hogeschool;

8° beschrijving van de middelen die aangewend worden om de hogeschool te integreren in haar sociale, economische en culturele omgeving;

9° omschrijving van de nadere regels voor het instellen van een kwaliteitscontrole binnen de hogeschool;

10° beschrijving van de middelen aangewend door de hogeschool om het vakoverschrijdend karakter binnen een of tussen verscheidene door de hogeschool verstrekte onderwijscategorieën te bevorderen. »;

d) in § 4 wordt het woord « vijftien » geschrapt.

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Elk voorstel van pedagogisch, sociaal en cultureel project, of van wijziging van dit project ingediend door de overheid van de hogeschool, wordt voorgelegd aan het advies van de Pedagogische raad en van de Studentenraad respectief bedoeld bij de artikelen 65 en 69 alsook bij artikel 73 van dit decreet.

Om in aanmerking te worden genomen, worden de bij het vorig lid bedoelde adviezen binnen de dertig dagen uitgebracht na de ontvangst van dit project, aan de overheden van de hogescholen. ».

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt opgeheven;

b) in § 3 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Elk voorstel van pedagogisch, sociaal en cultureel project, of elke wijziging van dit project, wordt zonder verwijl overgezonden door de overheden van de hogeschool aan de Pedagogische gemeenschapscommissie, met de adviezen bedoeld bij artikel 7. »;

c) § 3, derde lid, wordt opgeheven;

d) § 4 wordt opgeheven;

e) § 5 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 5. Ingeval de Pedagogische gemeenschapscommissie een negatief advies uitbrengt aan de Regering, stelt de Regering de overheden van de hogescholen in gebreke binnen een gegeven termijn een nieuw pedagogisch, sociaal en cultureel project in te dienen dat de bepalingen bedoeld bij artikel 6 in acht neemt en dat ingediend moet worden bij de Pedagogische gemeenschapscommissie.

Wordt het nieuw pedagogisch, sociaal en cultureel project niet binnen de bepaalde termijn ingediend, of wordt het advies uitgebracht door de Pedagogische gemeenschapscommissie negatief, dan kan de Regering het pedagogisch, sociaal en cultureel project van de hogeschool weigeren. ».

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. Hoger onderwijs van het korte type of het lange type kan georganiseerd worden in onderstaande categorieën :

1° agronomische categorie;

2° categorie toegepaste kunsten;

3° economische categorie;

4° paramedische categorie;

5° pedagogische categorie;

6° sociale categorie;

7° technische categorie;

8° categorie schriftelijke en mondelinge vertaling. ».

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Specialisatiestudies voor een maximum van 60 studiepunten zij toegankelijk voor de titularis van een academische graad bedoeld bij artikel 15. ».

Art. 12. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 18, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het woord « kort » opgeheven.

Art. 14. In artikel 19, § 2, vierde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « departementsraad » vervangen door het woord « categorieraad ».

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De beslissing waarbij de Raad van Bestuur van een hogeschool, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, een nieuwe afdeling, onderafdeling, finaliteit, optie of specialisatiestudie opent, wordt voor toelating aan de Regering voorgelegd, op eensluidend advies van de algemene raad van de hogescholen.

Wat betreft de nieuwe specialisatiestudies, bepaalt de aanvraag tot programmering de nadere regels voor de toegang tot deze studies.

§ 2. De nieuwe afdelingen, onderafdelingen, finaliteiten, opties en specialisatiestudies geopend door een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool worden erkend en in de toelageregeling opgenomen door de Regering, op eensluidend advies van de algemene raad van de hogescholen.

§ 3. Paragrafen 1 en 2 van dit artikel zijn toepasselijk op de organisatie van een nieuwe afdeling, onderafdeling, finaliteit, optie of specialisatiestudie van een hogeschool die deze nieuwe afdeling, onderafdeling, finaliteit, optie of specialisatiestudie organiseert, in een vestiging van deze hogeschool waar deze nieuwe afdeling, onderafdeling, finaliteit, optie of specialisatiestudie niet georganiseerd worden. ».

Art. 17. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Onverminderd andere specifieke wettelijke bepalingen en met het oog op het bekomen van de academische graad die deze bekrachtigt, hebben toegang tot het eerste jaar van de eerste cyclus de studenten die één van volgende stukken voorleggen :

1° een getuigschrift hoger secundair onderwijs uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en gehomologeerd door de gepaste Commissie, of éénzelfde getuigschrift uitgereikt vanaf het burgerlijk jaar 1994 door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

2° een getuigschrift hoger secundair onderwijs, voor de studenten die voor het jaar 1993-1994 dat getuigschrift bekomen hebben, samen met het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs, voor de toegang tot studies van de eerste cyclus van een cursus van het lange type;

3° een getuigschrift uitgereikt door een inrichting van de Franse Gemeenschap voor hoger onderwijs ter bekrachtiging van een academische graad, of een getuigschrift uitgereikt door een universitaire instelling of een inrichting voor hoger onderwijs met volledig leerplan krachtens een vroeger geldende wetgeving;

4° een getuigschrift of diploma hoger onderwijs uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs voor sociale promotie;

5° een attest van welslagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door de inrichtingen voor hoger onderwijs of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap en waarvan de programma's bepaald worden door de Regering na raadpleging naargelang de sector van de Franstalige interuniversitaire raad of de Algemene raad van de hogescholen. Dit attest geeft toegang tot de studies die het vermeldt;

6° een diploma, studiebewijs of getuigschrift gelijkwaardig met deze vermeld in de vorige punten, uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijke militaire school;

7° een buitenlands diploma of studiebewijs, gelijkwaardig erkend met die vermeld sub 1° en 4°, bij toepassing van de wet, een decreet, een Europese richtlijn of een internationaal verdrag;

8° een bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs (DAES) toegekend door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

9° met het oog op de toegang tot de studies maatschappelijk assistent of maatschappelijk adviseur, het slagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door een inrichting voor hoger onderwijs die deel uitmaakt van een hogeschool of door een hogeschool;

10° een attest van welslagen voor een toelatingsexamen dat toegang verleent tot de studies van het korte type in hogescholen, georganiseerd door hogescholen en waarvan de programma's bepaald worden door de Regering na raadpleging van de Algemene raad van de hogescholen. Dit attest geeft toegang tot de studies die het vermeldt. »;

b) In § 2 wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor »;

In § 4 worden de woorden « In het hoger paramedisch en pedagogisch onderwijs » vervangen door de woorden « In de paramedische, sociale en pedagogische categorie ».

Art. 18. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door dezelfde bepaling :

« Art. 24. § 1. Om toegang te verlenen tot de studies van de tweede cyclus kan de overheid van de hogeschool de kennis en de bekwaamheid van de studenten valoriseren die ze verworven hebben door hun persoonlijke of beroepservaring.

Deze ervaring moet minstens gelijk zijn aan vijf activiteitsjaren, waarbij geen rekening wordt gehouden met de onsuccesvolle studie jaren hoger onderwijs.

De Regering kan de algemene en nadere regels vaststellen voor de toegang tot de studies van de tweede cyclus voor de studenten bedoeld bij dit artikel.

§ 2. Op het einde van een evaluatiesessie, beslist de overheid van de hogeschool of de kennis en de bekwaamheid van de studenten voldoende zijn om deze studies met succes te volgen.

De Regering is ertoe gemachtigd evaluatiesessies in te richten alsook de minimale voorwaarden te bepalen waaraan de studenten moeten voldoen om er aan deel te nemen.

§ 3. Indien de bekwaamheid en de kennis van de student voldoende zijn om de studies met succes te volgen, kan de student, op het einde van de evaluatieprocedure en overeenkomstig de nadere regels bepaald door de overheid van de hogeschool ertoe gebracht worden aanvullend onderwijs te volgen dat maximum 60 bijkomende studiepunten bedraagt.

Wanneer de bijkomende last 15 studiepunten overschrijdt, wordt ze beschouwd als zijnde een voorbereidingsstudiejaar.

Ze geeft geen recht op een diploma en wordt beschouwd als het laatste jaar van een eerste cyclus die toegang verleent tot de beoogde studies.

§ 4. Nochtans, worden deze studenten enkel in aanmerking genomen voor de financiering van het eerste studiejaar van de tweede cyclus en, desnoods, van het voorbereidend jaar, als ze slagen voor het eerste studiejaar van het programma van de bedoelde tweede cyclus. ».

Art. 19. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

a) de woorden « qui sont » worden geschrapt in de Franse tekst;

b) tussen de woorden « houder » en « van » worden de woorden « van academische graden » gelijkaardig met deze vermeld in de artikelen 15 en 18, § 1, of houder » ingevoegd.

Art. 20. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij § 1, eerste lid, worden de woorden « 15 november » vervangen door de woorden « 1 december »;

b) bij § 1, tweede lid, worden de woorden « pedagogische raad » vervangen door het woord « categorieraad »;

c) bij § 1, tweede lid, worden de woorden « na 15 november » vervangen door de woorden « van 1 december tot 1 februari »;

d) § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De student wordt ingelicht over de beslissing tot weigering van de inschrijving binnen een termijn van 15 dagen die een aanvang neemt de dag waarop de aanvraag ontvangen werd en ten vroegste op 1 juni van het jaar dat voorafgaat aan het door de student bedoeld academiejaar. ».

De termijn bedoeld bij het vorige lid wordt opgeschort tijdens de periode van 15 juli tot 15 augustus. »;

e) § 4, vierde lid, wordt aangevuld als volgt :

« Ze telt minstens één vertegenwoordiger van de Studentenraad in haar midden. Elke persoon die deel heeft genomen aan de eerste beraadslaging inzake de weigering tot inschrijving kan niet deelnemen aan de beslissing van de commissie. »;

f) § 6 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 6. Niemand kan tot de proeven van een studiejaar van de eerste cyclus toegelaten worden indien hij niet het bewijs heeft geleverd van een voldoende beheersing van de Franse taal.

Deze proef kan geleverd worden :

1° ofwel door het bezit van een diploma, studiebewijs of getuigschrift vermeld bij artikel 22, § 1, uitgereikt in de Franse Gemeenschap;

2° ofwel door het bezit van een binnenlands of buitenlands diploma, ter bekrachtiging van de eindcyclus secundair onderwijs of een cyclus hoger onderwijs gevolgd in een inrichting waarvan de leertaal gedeeltelijk de Franse taal is, indien, na onderzoek van het studieprogramma gevolgd in het kader van deze studies, de Regering, met het oog op de toepassing van deze bepaling, het bezit van dat diploma gelijkstelt met het bezit van het onder 1° opgenomen diploma; de Regering bepaalt de diploma's die aldus gelijkgesteld worden;

3° ofwel door het bezit van een diploma, studiebewijs of getuigschrift bedoeld bij artikel 22, § 1, niet uitgereikt in de Franse Gemeenschap maar ter bekrachtiging van studies die voldoende lessen in de Franse taal bevatten. De Regering bepaalt de studies die aan deze voorwaarde voldoen;

4° ofwel door het slagen voor een examen ingericht te dien einde door één of meer inrichtingen voor hoger onderwijs, volgens bepalingen genomen door de Regering na advies van de Algemene raad van de hogescholen;

5° ofwel door een attest van welslagen voor één van de toelatingsexamen bepaald bij artikel 22, § 1, 5° en 10°.

Het bij het tweede lid, 4° bedoeld examen wordt minstens twee maal om het academiejaar ingericht.

Het diploma ter bekrachtiging van de eindcyclus van het secundair onderwijs of een cyclus hoger onderwijs gevolgd in een inrichting die onder de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap ressorteert en waarvan de leertaal gedeeltelijk de Franse taal is, wordt gelijkgesteld met een van de diploma's bedoeld bij het tweede lid, 1°. »;

g) Er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Wordt tevens als regelmatig beschouwd de inschrijving van een student in meerdere partner-instellingen van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, wanneer de inschrijvingen in deze instellingen minstens op 30 studiepunten betrekking hebben. ».

Art. 21. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27. De overheid van de hogeschool legt een studiereglement vast op advies van de Pedagogische raad. Dat reglement wordt meegedeeld aan de pedagogische gemeenschapscommissie die het aan de Regering verzendt binnen de 60 dagen na de ontvangst, met een met redenen omkleed advies over de naleving, door het reglement, van het pedagogisch, sociaal en cultureel project bedoeld bij artikel 6 en van bepalingen van de geldende wetten, decreten en besluiten.

Elke wijziging van dit reglement wordt aan dezelfde nadere regels onderworpen.

Het reglement bepaalt o.m. :

1° de organisatie van het academiejaar, met inachtneming van de door de Regering bepaalde vakantie- en verlofregeling;

2° de uren voor het verstrekken van het onderwijs;

3° de regels en nadere regels voor de overgangsmogelijkheden overeenkomstig artikel 23;

4° de regels en de nadere regels voor de valorisatie van de persoonlijke en beroepservaring overeenkomstig artikel 24;

5° de regels voor de spreiding van de studiejaren en de remediëring, overeenkomstig artikel 31;

6° de regels inzake vrijstelling van delen van het programma en vermindering van de minimale studieduur, overeenkomstig de artikelen 34 en 35;

7° het tuchtstelsel en alle beroepsprocedures;

8° de lijst van de diploma's hoger onderwijs die toegang verlenen tot specialisatiestudies;

9° desnoods, overeenkomstig de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, het bedrag van het inschrijvingsgeld alsook de lijst van de kosten voortvloeiend uit het studieprogramma.

Het reglement vermeldt het bedrag van het inschrijvingsgeld. Het studiereglement is een openbaar document. Het wordt, op eenvoudige aanvraag, geleverd door de overheid van de hogeschool.

De inrichting van het academiejaar wordt bepaald overeenkomstig de algemene bepalingen getroffen door de Regering. »

Art. 22. Artikel 29 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 29. § 1. De overheid van de hogeschool bepaalt de programma's van de studies waarvoor ze erkend werd en die ze wenst in te richten.

De programma's nemen alle andere wettelijke bepalingen in acht en beantwoorden aan de algemene doeleinden van het hoger onderwijs en de specifieke doelstelling van de betrokken cursus, inzonderheid de criteria voor de toegang tot de geassocieerde beroepstitels.

§ 2. Ze bevatten, o.a., de stoffen die bijdragen tot het verwerven van de algemene bekwaamheid van de student, alsook de specifieke stoffen die bijdragen tot het verwerven van meer technisch en diepgaande vaardigheden in het studiegebied.

Naast een beschrijving van de objectieven en de finaliteiten van de cursus, bevatten deze programma's de gedetailleerde lijst van de onderwijsactiviteiten, hun specifieke doelstelling en hun nadere regels van organisatie en evaluatie. Deze lijst bevat de elementen bedoeld bij artikel 23, eerste lid, van het decreet van 31 maart 2004.

§ 3. Het studieprogramma van de student wordt hem overgezonden zodra hij zijn inschrijving heeft aangevraagd. »

Art. 23. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30. Een regelmatig ingeschreven student kan één of meerdere cursussen volgen die behoren tot een studieprogramma dat tot dezelfde academische graad leidt of een verschillende academische graad ingericht door een andere inrichting voor hoger onderwijs erkend door de overheid die voor haar bevoegd zijn inzake hoger onderwijs, met de instemming van deze inrichting.

De geassocieerde studiepunten worden gevaloriseerd in zijn studies mits inachtneming van de voorwaarden bepaald door de overheid van de hogeschool waarin hij ingeschreven is.

Een studieprogramma kan een minimum aantal studiepunten buiten de Franse Gemeenschap gevolgd, opleggen. Indien de student over geen alternatief beschikt aan de aldus opgelegde mobiliteit, dient de hogeschool de bijkomende inschrijvingskosten, de bijkomende reis- en verblijfs- of huisvestingskosten ten laste nemen om de student in staat te stellen deze cursussen te volgen.

De student wordt geacht als geen alternatief te hebben voor de opgelegde mobiliteit wanneer de hogeschool hem niet de mogelijkheid biedt zonder mobiliteit een ander studieprogramma te volgen dat tot een graad leidt die dezelfde naam draagt en die desnoods, dezelfde finaliteit heeft.

Bovendien, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies zoals bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, is de verplichting tot tenlasteneming door de hogeschool bedoeld bij het derde lid enkel van toepassing als de student een eerste diploma van de eerste cyclus of een eerste diploma van de tweede cyclus voorbereidt.

Minimum dertig studiepunten voor elke studiecycclus moeten effectief gevolgd worden in de hogeschool die de academische graad toekent ter bekrachtiging van de studies of die het diploma uitreikt waarbij het slagen voor deze studies wordt bevestigd. Ingeval de opleiding medegeorganiseerd wordt door meerdere inrichtingen, is deze verplichting collectief van toepassing op het geheel van de inrichtingen die aan de inrichting deelnemen. »

Art. 24. De artikelen 31 en 32 van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 31. § 1. Een student kan voor de verdeling kiezen van de cursussen van een studiecycclus over een aantal academiejaren dat hoger is als het aantal studiejaren bepaald in het programma.

Deze verspreide programmering van zijn activiteiten en de ermee gepaard gaande evaluaties maken deel uit van een overeenkomst met de overheid van de hogeschool gesloten bij de inschrijving, op eensluitend advies van de Pedagogische raad, en die jaarlijks herzien kan worden. Bij gebrek aan een advies binnen de veertien dagen na de aanvraag van de student, wordt het advies geacht eensluitend te zijn.

Als de student de studiepunten bekomt die overeenstemmen met de cursussen van zijn persoonlijke programma, kan hij zijn studies voortzetten zonder als bijzitter beschouwd te zijn in de zin van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. Nochtans, wordt hij niet in aanmerking genomen voor de financiering meer dan twee keer voor eenzelfde jaar voordat de examencommissie dit slagen goedkeurt.

§ 2. De programmering waarvan sprake bij § 1, geschiedt overeenkomstig de algemene voorwaarden bepaald door de overheid van de hogeschool.

Deze algemene voorwaarden zijn niet van toepassing op de studenten van wie de hoedanigheid van sportsman van hoog niveau of sportbelofte erkend is overeenkomstig Hoofdstuk III van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap.

§ 3. In afwijking van § 1, kunnen de studenten van de eerste generatie kiezen voor een herziening van hun persoonlijke studieprogramma en hun studies verspreiden na de evaluaties ingericht op het einde van de eerste periode van vier maanden, ten laatste tegen 15 februari van het academiejaar.

§ 4. De studenten van de eerste generatie bedoeld bij het vorig lid kunnen ook kiezen voor een tweede periode van vier maanden met een specifiek remediëringsprogramma om ze te helpen de moeilijkheden te verhelpen die ze tijdens hun eerste poging in het hoger onderwijs hebben getroffen en hun beter voor te bereiden op het volgend academiejaar met verhoogde kansen op succes.

Het remediëringsprogramma wordt bepaald door de overheid van de hogeschool in overleg met de student, na een persoonlijke evaluatie van zijn toestand. Het kan activiteiten bevatten om de student specifiek opnieuw op peil te brengen.

Dit remediëringsprogramma kan ook gedeeltelijk ingericht worden tijdens de laatste periode van vier maanden.

De studenten die, op het einde van het eerste studiejaar, voor hun persoonlijke programma slagen en zich inschrijven voor een eerste studiejaar, worden beschouwd als zijnde ingeschreven in het hoger onderwijs één enkele keer. »

Art. 25. Het opschrift « Afdeling 3. - Studieduur » van Hoofdstuk V, van Titel II, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door een nieuw opschrift luidend als volgt :

« Afdeling 3. - Vrijstellingen en vermindering van de studieduur »

Art. 26. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. De overheid van de hogeschool kan, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, studenten vrijstellen van sommige onderdelen van hun studieprogramma, of hun programma verminderen, op grond van :

1° het verwerven van sommige studiepunten ter bekrachtiging van studies of studieonderdelen die zij reeds met vrucht hebben beëindigd;

2° het doen gelden van kennis en bekwaamheid verworven door hun persoonlijke of beroepservaring met betrekking tot de betrokken studies.

Art. 28. In artikel 35 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst het eerste lid zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden « in artikel 33 bepaalde » geschrapt;

b) de volgende leden worden ingelast :

« de vermindering bedoeld bij het vorige lid kan in geen enkel geval aanleiding geven tot het uitreiken van een academische graad aan een student die niet effectief in de inrichting die deze graad toekent, in minstens één studiejaar, 60 studiepunten van het overeenstemmend studieprogramma zou hebben gevolgd.

Nochtans, kan de titularis van de academische graad bachelor of master de academische graad toegekend worden die overeenkomt met een andere finaliteit of optie van deze graad na het slagen, in minstens een studiejaar, voor 30 bijkomende studiepunten die specifiek zijn voor deze finaliteit of optie. ».

Art. 29. Artikel 35bis van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 31. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 39. Tijdens eenzelfde academiejaar kan een student twee maal een examen of een evaluatie voor eenzelfde onderwijs afleggen.

Nochtans, om uitzonderlijke redenen door haar behoorlijk gemotiveerd en besloten, kan de overheid van de hogeschool een student toelaten zich meer dan twee keer voor te stellen voor de geassocieerde evaluaties gedurende eenzelfde academiejaar.

Voor ieder onderwijs, stelt de overheid van de hogeschool de examensessies vast gedurende dewelke deze evaluaties ingericht worden.

Bij wijze van uitzondering op het eerste lid, kunnen de evaluaties van sommige activiteiten - praktische activiteiten, stages, verslagen en persoonlijke werkzaamheden - enkel één maal om het academiejaar ingericht worden. Ze worden dan geacht verbonden te zijn met iedere examensessie van het onderwijs.

Voor de studenten van het eerste studiejaar, worden de evaluaties op het einde van de eerste periode van vier maanden als vrijstellend beschouwd : ze kunnen gevaloriseerd worden als deel of geheel van de proef maar worden niet in aanmerking genomen in geval van mislukking. »

Art. 33. In artikel 40, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « In » wordt vervangen door de woorden « Nochtans, in »;

b) het woord « Ze » wordt vervangen door de woorden « De proeven »;

c) de woorden « Binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de resultaten, » worden ingevoegd tussen de woorden « schriftelijk afgenomen. » en het woord « elke ».

Art. 34. In artikel 42, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het 9° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 9° de voorwaarden en nadere regels van het slagen van de student die minstens 48 studiepunten heeft verworven; »

b) het lid wordt aangevuld met een 11° luidend als volgt :

c) « 11° de voorwaarden en de nadere regels die de student toelaten studiepunten te verwerven die niet deel uitmaken van zijn studiejaar. »

Art. 35. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de woorden « en 19 » geschrapt.

Art. 36. In artikel 44 van hetzelfde decreet, waarvan de tekst § 1 zal worden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « en 19 » worden geschrapt;

b) er wordt een § 2, luidend als volgt, ingevoegd : « § 2. Als het om studies gaat die georganiseerd worden door meerdere instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, kan de student ofwel een gemeenschappelijk diploma ofwel het diploma eigen aan iedere partner instelling uitgereikt worden.

Wordt een gemeenschappelijk diploma uitgereikt, dan moet op het diploma een van de opschriften van academische graad opgenomen in het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, vermeld worden.

Wordt een diploma eigen aan iedere partner instelling van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies uitgereikt, dan verwijst het diploma uitgereikt in de Franse Gemeenschap naar deze overeenkomst en vermeldt het of de andere diploma's uitgereikt in verband daarmee.

De samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, vermeldt de aard van het of de verkregen diploma's. ».

Art. 37. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden : « De minimale meldingen vastgesteld door de Regering met toepassing van het vorige lid, worden in het Frans op het diploma opgenomen. Ze kunnen vergezeld gaan van hun vertaling in een andere taal voor de diploma's uitgereikt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004.

Wat de nadere regels voor de uitreiking van de diploma's bedoeld bij artikel 44, § 2, ook zij, wordt een enkel aanhangsel bij het diploma uitgereikt. ».

Art. 38. De bepalingen vervat in Hoofdstuk II, Titel III, van hetzelfde decreet, worden opgeheven.

Art. 39. De bepalingen vervat in Hoofdstuk IV, Titel III, van hetzelfde decreet, worden opgeheven.

Art. 40. In het opschrift van Hoofdstuk V, Titel III, van hetzelfde decreet, worden de woorden « Procedure inzake samenvoeging van hogescholen » vervangen door de woorden « Samenvoeging en overdracht tussen »

Art. 41. Het opschrift van Afdeling 1, Hoofdstuk V, Titel III, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende opschrift vervangen : « Afdeling 1. Algemene bepaling ».

Art. 42. Artikel 61 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De hogescholen van éénzelfde zone mogen samengevoegd worden mits toestemming van de Regering.

Ingeval de Hogescholen die samengevoegd worden onder verschillende netten ressorteren, kunnen de overheden van de hogescholen opteren voor de aansluiting van de nieuwe hogeschool bij een van de netten waaronder de hogescholen vóór hun samenvoeging ressorteerden.

§ 2. De hogescholen kunnen beslissen over de overdracht van een categorie, een afdeling of een onderafdeling van een hogeschool, hierna « afstaande hogeschool » naar de andere hogeschool, hierna de « aannemende hogeschool » De vestiging van de categorie, van een afdeling of een onderafdeling, moet plaatsvinden in de zone van de aannemende hogeschool ».

Art. 43. Het opschrift van Afdeling 2, van Hoofdstuk V, van Titel III, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door het volgende opschrift : « Afdeling 2. Indiening van het samenvoegings- en overdrachtsvoorstel ».

Art. 44. In hetzelfde decreet, in plaats van artikel 62 dat artikel 63 wordt, wordt een nieuw artikel 62 ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 62. § 1. Het voorstel tot samenvoeging van hogescholen of van overdracht tussen hogescholen wordt opgesteld door de overheden van de betrokken hogescholen. Het wordt voorgelegd aan de adviezen van de Maatschappelijke raad en van de Pedagogische raad bedoeld bij de artikelen 65 en 69 en van de Studentenraad bedoeld bij artikel 73 van iedere betrokken hogeschool.

Om in aanmerking te worden genomen, worden deze adviezen binnen de dertig dagen van de aanvraag om advies aan de overheid van de hogeschool uitgebracht.

§ 2. De overheden van de hogescholen zenden aan de Regering het voorstel tot samenvoeging van de hogescholen of van overdracht tussen hogescholen over. »

Art. 45. In artikel 62 van hetzelfde decreet, dat artikel 63 wordt, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) « bij § 1, eerste lid, worden de woorden « overgezonden aan de Regering » ingevoegd tussen de woorden « hogescholen » en « omvat »;

b) bij § 1, eerste lid, 2°, worden de woorden « in artikel 7, § 3 » vervangen door de woorden « in artikel 7 »;

c) § 1, eerste lid, 10°, wordt door de volgende bepaling vervangen : « 10° het geheel van de tussen hogescholen gesloten overeenkomsten en eventueel, de overeenkomsten met of tussen de inrichtende machten van de hogescholen die niet in de vorm van een rechtspersoon werden opgericht en die de overdracht van de rechten en verplichtingen aan de nieuwe hogeschool betreffen, met inbegrip van de overeenkomsten met derden, het terbeschikkingstellen, voor de nieuwe hogeschool, van het patrimonium van de inrichtende machten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die de samengevoegde hogescholen samenstellen »,

d) bij § 1, eerste lid, 11°, worden de woorden « in artikel 61, § 2 » vervangen door de woorden « in artikel 62, § 1 »;

e) er wordt een 13° ingevoegd luidend als volgt : « 13° de geldelijke en pedagogische voordelen. »;

f) er wordt een § 2, toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Het voorstel tot overdracht tussen hogescholen omvat :

1° het pedagogisch, sociaal en cultureel project bedoeld bij artikel 6 van de « aannemende hogeschool » zoals gewijzigd als gevolg van de overdracht;

2° de adviezen bedoeld bij artikel 7, tweede lid, en bij artikel 62, § 1;

3° als gevolg van de overdracht, een opsomming van de verdeling van de bevolking per afdeling, categorie, hoger onderwijstype en per vestigingsplaats;

4° het aantal en de benaming van de categorieën en, desnoods, van de departementen;

5° desgevallend, de wijzigingen van de samenstelling van de nieuwe inrichtende macht van de hogeschool indien deze niet samengesteld wordt in de vorm van een rechtspersoon of de statutaire wijzigingen indien de hogeschool samengesteld is in de vorm van een rechtspersoon;

6° de samenstelling en de bevoegdheden van de beheers- en raadplegingsorganen als gevolg van de overdracht;

7° het geheel van de overeenkomsten gesloten tussen hogescholen en, desnoods, met of tussen de inrichtende machten van de hogescholen die niet samengesteld zijn in de vorm van een rechtspersoon, betreffende de overdracht van de rechten en verplichtingen aan de aannemende hogeschool, met inbegrip van de overeenkomsten met derden, en desgevallend, betreffende de terbeschikkingstelling ten bate van de aannemende hogeschool van het patrimonium van de inrichtende macht van de afstaande hogeschool;

8° de adviezen bedoeld bij artikel 62, § 1;

9° de geldelijke en pedagogische voordelen. ».

Art. 46. Het opschrift van Afdeling III, Hoofdstuk V, Titel III, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Afdeling 3 - Onderzoek van de voorstellen tot samenvoeging van hogescholen en tot overdracht tussen hogescholen door de Algemene raad van de hogescholen. ».

Art. 47. In artikel 63 van hetzelfde decreet, dat artikel 63*bis* wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « het onderhandelingscomité » worden vervangen door de woorden « de Algemene raad van de hogescholen »;

b) de woorden « in § 2 van artikel 61 » worden vervangen door de woorden « in artikel 62 »;

c) in § 1, de woorden « De Regering zendt onverwijld de fusievoorstellen over aan het onderhandelingscomité. » worden vervangen door de woorden « De Regering zendt onverwijld de voorstellen tot samenvoeging van hogescholen of tot overdracht tussen hogescholen over aan de Algemene raad van de hogescholen »;

d) in § 2, worden de woorden « Binnen 2 weken zendt het comité, ter kennisgeving, het voorstel aan de overheden van de hogescholen in de betrokken zone(s). » vervangen door de woorden « Binnen de 2 weken zendt het comité, ter kennisgeving, het voorstel tot samenvoeging van hogescholen of overdracht tussen hogescholen aan de overheden van de hogescholen in de betrokken zone(s);

e) in § 2, wordt de tweede zin « Die hogescholen kunnen het comité advies geven binnen 30 dagen na ontvangst van die voorstellen. » vervangen door de volgende zin : « Die hogescholen kunnen het onderhandelingscomité een advies uitbrengen binnen de 30 dagen na ontvangst van de voorstellen tot samenvoeging of overdracht. » ;

f) in § 3, wordt de eerste zin vervangen door de woorden « Het onderhandelingscomité onderzoekt het voorstel tot samenvoeging of overdracht. » ;

g) in § 4, worden de woorden « het fusievoorstel » vervangen door de woorden « het voorstel tot samenvoeging of overdracht » ;

h) § 4, derde lid, wordt geschrapt.

Art. 48. Hoofdstuk V van Titel III van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een Afdeling 4 « Beslissing van de Regering. », die artikel 64 bevat, voortaan luidend als volgt :

« Na ontvangst van het advies of bij gebreke aan advies binnen de bij artikel 63bis, § 4, eerste lid, bepaalde termijn, keurt de Regering het voorstel tot samenvoeging of overdracht goed of wijst het af.

De samenvoeging of de overdracht wordt effectief bij het begin van het volgende academiejaar. ».

Art. 49. In artikel 66, eerste lid, 7° van hetzelfde decreet worden de woorden « die alle departementen vertegenwoordigen » vervangen door de woorden « die alle categorieën vertegenwoordigen »

Art. 50. In artikel 67, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « door het bestuurscollege » vervangen door de woorden « door alle personeelsleden »

Art. 51. In artikel 68 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « van de categorieraad, » worden ingevoegd tussen de woorden « werking » en « van » ;

b) de woorden « de samenstelling en » worden ingevoegd tussen de woorden « alsook » en « de ».

Art. 52. In artikel 69, zesde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « en door » vervangen door de woorden « of door ».

Art. 53. In artikel 70, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het bestuurscollege » vervangen door de woorden « alle personeelsleden. ».

Art. 54. In artikel 71 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt geschrapt ;

b) het volgende lid wordt ingevoegd na het derde lid luidend als volgt :

« Indien er meer dan drie kandidaten zijn, al het onderwijzend personeel van de betrokken studiecategorie wordt opgeroepen om drie kandidaten te kiezen op basis van een lijst samengesteld, naast de kandidaat (-ten), van alle leden van het onderwijzend personeel van de betrokken studiecategorie, die voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 15 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, » ;

c) in het zevende lid, wordt de zin « Elk departement van de hogeschool is voorzien van een departementsraad. » vervangen door de zin « Elke categorie van de hogeschool is voorzien van een categorieraad. » ;

d) in het achtste lid, wordt het woord « departementsraad » vervangen door het woord « categorieraad » ;

e) in het achtste lid, worden de woorden « Het advies van de categorieraad wordt aangevraagd voor elke wijziging van de uurregeling » ingevoegd ;

f) er wordt een negende lid luidend als volgt toegevoegd : « Elk departement kan een departementsraad hebben. Deze raad brengt adviezen uit ten bate van de categorieraad. » ;

g) er wordt een tiende lid toegevoegd luidend als volgt : « Het bestuurscollege dient gedetailleerde verslagen in bij het beheersorgaan van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen of bij de raad van bestuur voor de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap, over de weigeringen tot inschrijving, het slagen van de studenten, de bestemming van de human resource en de aanwending van pedagogische middelen, op aanvraag van een lid van één van de hierboven bedoelde organen. ».

Art. 55. Het opschrift van Hoofdstuk IV, Titel IV, van hetzelfde decreet, wordt door het volgende opschrift vervangen : « Hoofdstuk IV. - Samenstelling van de Sociale raad, de Pedagogische raad, de Categorieraad en de Departementsraad ».

Art. 56. In artikel 72 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1°, worden de woorden « Categorieraad » ingelast tussen de woorden « sociale » en « en » ;

b) in 4°, worden de woorden « Categorieraad, en desnoods, de » ingevoegd tussen de woorden « en » en « Departementsraad ».

Art. 57. In artikel 73, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, eerste lid, wordt het woord « departement » vervangen door het woord « categorie » ;

b) in § 2, derde lid, wordt het woord « departement » vervangen door de woorden « categorie of, desgevallend indien de Studentenraad erin voorziet in zijn verkiezingsreglement, per departement. » ;

c) § 2, derde lid, wordt aangevuld als volgt : « De overheid van de hogeschool zorgt voor de verspreiding van een geïndividualiseerde informatie bij de verkiezende studenten. ».

Art. 58. Artikel 74, § 1, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« - te zorgen voor de continuïteit van de vertegenwoordiging, inzonderheid door de deelname aan de vorming van de vertegenwoordigers der studenten;

- de studenten te informeren over hun rechten, het leven van de hogeschool en de pedagogische mogelijkheden waarover ze beschikken. ».

Art. 59. In artikel 75, tweede lid, van hetzelfde decreet worden ingevoegd na de woorden « het mandaat » de woorden « of als gevolg van of gedurende de verkiezingscampagne, voor de kandidaten voor de verkiezingen tot de Studentenraad. Erkend worden als Studentenraadgevers en genieten dezelfde rechten, de studenten die door de Studentenraad gecoöpteerd worden. ».

Art. 60. Artikel 75 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgend lid : « De Studentenraad zendt aan de Sociale raad, ter informatie, zijn jaarlijkse rekeningen over ten laatste tegen 31 maart van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar. ».

Art. 61. In Hoofdstuk II, Titel V, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 75*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 75*bis*. De Regering stelt de regels vast die specifiek zijn voor het bijhouden en het indienen van de rekeningen van de studentenraden. Ze bepaalt een lijst met niet-toelaatbare uitgaven. ».

Art. 62. In artikel 76, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « alle departementen » vervangen door de woorden « alle categorieën ».

Art. 63. In artikel 77, worden de woorden « in dezelfde mate als de andere leden van de organen waarvan zij lid zijn, » geschrapt.

Art. 64. In Hoofdstuk I, Titel VI, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 81*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 81*bis*. § 1. Om de drie jaar, zendt de overheid van de hogeschool aan de Pedagogische gemeenschapscommissie een activiteitenverslag over met een hoofdstuk betreffende de inachtneming van het pedagogisch, sociaal en cultureel project door de hogeschool, overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Regering.

§ 2. Binnen de negentig dagen van het indienen van dit activiteitenverslag, zendt de Pedagogische gemeenschapscommissie dit verslag over aan de Regering en aan de Algemene raad samen met een advies over de inachtneming van het pedagogisch, sociaal en cultureel project door de hogeschool.

Ingeval de Pedagogische gemeenschapscommissie aan de Regering een negatief advies geeft, wordt de procedure bedoeld bij artikel 10, §§ 6 en 7, van toepassing. ».

Art. 65. In Titel VI, wordt Hoofdstuk III. - Cel voor pedagogische prospectie opgeheven.

Art. 66. In Titel VI, wordt Hoofdstuk IV, genaamd « Onderhandelingscomité » opgeheven.

Art. 67. Artikel 87 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Art. 87. Er wordt een netoverschrijdende overlegraad opgericht.

Deze raad heeft tot opdracht om samenwerking en partnership tussen hogescholen te bewerkstelligen.

Het bestaat uit vertegenwoordigers van de overheden van de hogescholen.

De samenstelling en de lijst van de leden van de netoverschrijdende overlegraad wordt door de Regering vastgesteld. ».

Art. 68. Artikel 88 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen : « Art. 88. De Regering voegt aan de netoverschrijdende overlegraad zonale netoverschrijdende raden toe waarin een vertegenwoordiger van de overheid van iedere hogeschool van een zone zetelt.

Een zonale netoverschrijdende raad vergadert minstens twee maal om het jaar om de mogelijkheden te onderzoeken om samenwerking en partnership te bewerkstelligen in de hogescholen.

Tot deze samenwerking en partnership wordt vrij toegetreden in gezamenlijk overleg door de overheid van iedere betrokken hogeschool na advies van de Pedagogische raad of van haar Sociale raad volgens de voorgestelde samenwerkingstypes.

De zonale netoverschrijdende raad dienen hun adviezen in bij de netoverschrijdende overlegraad. ».

Art. 69. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. De Regering kan het bij § 3 bedoeld bedrag verhogen. ».

Art. 70. Artikel 90 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden : « De Regering vult desgevallend deze lijst aan en bepaalt minima en maxima voor de aanwending van iedere categorie bedoeld bij het eerste lid, met inachtneming van het derde lid.

De academische criteria kunnen niet in aanmerking worden genomen voor de toelaatbaarheid en de toelating van studenten tot de subsidie toegekend door de Sociale raad. »

Art. 71. In Titel VII, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91*bis* ingevoegd luidend als volgt : « Art. 91*bis*. De Sociale raden van meerdere inrichtingen voor hoger onderwijs, in de zin van artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004, kunnen tot 30 % van hun subsidies verdelen met als doel gemene projecten te kunnen verwezenlijken of sommige uitgaven te verdelen of optimaliseren.

Voor het beheer van deze uitgaven, vaardigt iedere Sociale raad een vertegenwoordiger af van het bestuurspersoneel en een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel en twee vertegenwoordigers van de studenten die zetelen in een inrichtingoverschrijdende sociale raad.

Iedere beslissing genomen door deze inrichtingoverschrijdende sociale raad kan een veto oplopen bij een meerderheid van de stemmen uitgaande van één van de partner sociale raden. ».

Art. 72. In Titel VII, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91ter ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 91ter. Wanneer het bedrag van de reservemiddelen van de sociale raad twee maal het bedrag overschrijdt van de subsidies toegekend gedurende het vorige begrotingsjaar, wordt de som die dat bedrag overschrijdt uitgetrokken op de volgende toelagen en gestort op het « Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs) ingesteld door het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een « Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » ».

Art. 73. In Titel VII, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91quater ingevoegd luidend als volgt: « Artikel 91quater. De individuele dossiers ingediend door de studenten bij de Sociale raad worden anoniem behandeld.

De leden van de Sociale raad worden tot het beroepsgeheim gehouden tijdens de uitoefening van hun mandaat wanneer ze individuele aanvragen van studenten onderzoeken.

De Sociale raad wijst één of meer refertepersonen aan. Deze persoon is belast met het behandelen van de dossiers van aanvraag om tussenkomst van de Sociale raad ingediend door de studenten. Ze zorgt ervoor dat de dossiers of hun samenvatting, overgezonden aan de Sociale raad om beslissing, geen persoonlijke gegevens bevatten die ertoe zouden kunnen leiden de student te identificeren. De refertepersoon kan niet lid zijn van de Sociale raad en wordt tot het beroepsgeheim gehouden.

De Regering kan terzake bijzondere bepalingen treffen. »

Art. 74. Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 75. Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 76. Artikel 99 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 100 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid wordt opgeheven;

b) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 78. Artikel 101 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 79. Artikel 102 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 80. Artikel 105 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

Art. 81. Artikel 5 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 5. De regelmatig ingeschreven student van het hoger onderwijs van het lange of het korte type is degene die aan de in de artikelen 22 t/m 25 van het decreet bepaalde toegangsvoorwaarden voldoet, ingeschreven is op de wijze voorgeschreven voor het geheel van de voorgeschreven en goedgekeurde onderwijswerkzaamheden van een bepaalde afdeling, en deze werkzaamheden regelmatig volgt met het doel, op het einde van het academiejaar eventueel de rechtsgevolgen verbonden aan het welslagen voor de examens te verkrijgen.

In afwijking van het eerste lid, wordt ook als regelmatig ingeschreven beschouwd de student die één of meer onderwijsactiviteiten volgt in andere instellingen voor hoger onderwijs binnen de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 26, § 7, of 30 van het decreet.

De student die ingeschreven is voor meerdere onderwijsactiviteiten die leiden tot de toekenning van minder dan 15 studiepunten wordt echter niet in aanmerking genomen voor de financiering. De student die ingeschreven is voor meerdere onderwijsactiviteiten die leiden tot de toekenning van 15 tot minder dan 45 studiepunten wordt enkel in aanmerking genomen voor een halve eenheid.

Wanneer de student regelmatig ingeschreven is in meerdere hogescholen van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 26, § 7, van het decreet, wordt zijn inachtneming voor de financiering verdeeld naar rata van het aantal gevolgde studiepunten in deze instellingen. ».

Art. 82. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 2°, j *bis*), wordt opgeheven;

b) in 2°, k, wordt het woord « *bis* » vervangen door het woord « j »;

c) een derde lid toevoegen luidend als volgt: « ij wijze van overgangsmaatregel, worden de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graden vroedvrouw, gegradueerd verpleger(-ster) en gespecialiseerd gegradueerd verpleger(-ster) die in aanmerking werden genomen voor de financiering gedurende het academiejaar 2005-2006, in aanmerking genomen voor de financiering voor de studiejaren die ze nog moeten volgen in dezelfde cursussen, ook al worden ze niet vermeld bij punt a) tot j) van genoemd artikel, en behoudens toepassing van artikel 8. ».

Art. 83. In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het bedrag « 264.419.000 » vervangen door het bedrag « 268.506.639 ».

Art. 84. In artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) tussen de woorden »vanaf het begrotingsjaar 2003 « en de woorden « is het historisch gedeelte » worden de woorden « en tot het begrotingsjaar 2006 » ingevoegd;

b) er wordt een lid luidend als volgt ingevoegd : « Vanaf het begrotingsjaar 2007, wordt het historisch gedeelte in het forfaitair gedeelte bedoeld bij artikel 14 geïntegreerd. ».

Art. 85. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

« Vanaf het begrotingsjaar 2007, wordt het forfaitair gedeelte van een hogeschool gelijk aan de som van haar forfaitair gedeelte plus haar geïndexeerd historisch gedeelte voor het begrotingsjaar 2006.

In afwijking van het vorig lid, krijgt een hogeschool die vanaf 2007 de enkele hogeschool van haar net in haar zone, wordt, naast het genoemd forfaitair gedeelte, het bijbedrag bedoeld bij het eerste lid d).

Ingeval hogescholen samengevoegd worden, is het forfaitair gedeelte van de hogeschool voortvloeiend uit de samenvoeging gelijk aan de som van de forfaitaire gedeeltes van iedere hogeschool die aan de samenvoeging deelneemt. ».

Art. 86. In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, 4de streepje, wordt het getal « 70 » vervangen door het getal « 75 » en de woorden « noch kleiner zijn dan 65 % » tussen « 75 t.h. « en « van het aantal leden » ingevoegd;

b) In § 1, wordt het vierde lid vervangen door het volgende lid : « De totale bezoldiging van de gastleraren mag geen 10 % van het bedrag van de bezoldigingen van de personeelsleden van de personeelsformatie berekend op basis van de gewogen bruto gemiddelde kost overschrijden. »;

c) § 2 wordt opgeheven;

d) § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen : « § 3. De loonkosten van de personeelsformatie en van de vervangers, berekend overeenkomstig artikel 29, lid 5, mogen niet lager liggen dan 85 t.h. van de globale jaarlijkse toelage. ».

Art. 87. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : « Art. 34. Indien een student onrechtmatig werd toegelaten tot of afgewezen van de financiering of indien hem een onjuiste wegging werd toegekend, wijzigt de Regering verhoudingsgewijs het aantal eenheden van onderwijsopdrachten. Ze trekt de bedragen die er betrekking op hebben van de eerstvolgende globale jaarlijkse toelage af of voegt ze eraan toe. Deze wijziging kan enkel geschieden gedurende het begrotingsjaar dat volgt op dit tijdens hetwelk de fout werd begaan. ».

Art. 88. Er wordt in Hoofdstuk III van hetzelfde decreet een afdeling V ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling V - Patrimonium van de door de Franse Gemeenschap ingericht hogescholen.

Art. 34bis. Iedere door de Franse Gemeenschap ingerichte hogeschool wordt is een dienst met afzonderlijk beheer. Ze beschikt over de rechtspersoonlijkheid voor het beheer van haar eigen erfgoed. Het orgaan van deze rechtspersoonlijkheid is de raad van bestuur. ».

Art. 89. In artikel 35, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « die hernieuwbaar is op vaste termijn » opgeheven.

Art. 90. In artikel 36 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid door volgend lid vervangen : « Geen hogeschool mag meer dan vijf opeenvolgende jaren door eenzelfde commissaris van de Regering gecontroleerd worden. »

Art. 91. In artikel 41, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « vijf » door het woord « tien » vervangen.

Art. 92. In artikel 42, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « tien » door het woord « vijftien » vervangen.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 93. In artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende leden ingevoegd na het elfde lid :

« De lijst met de kosten vermeld in het studiereglement, bedoeld bij het vorig lid, wordt opgesteld op basis van het eensluidend advies van een overlegcommissie opgericht binnen elke inrichting en samengesteld uit vertegenwoordigers van het bestuur van de inrichting, personeelsleden en vertegenwoordigers van de studenten. De Regering kan de regels voor de samenstelling en de werking van deze commissie bepalen.

De kosten die niet specifiek zijn voor een opleiding worden solidair verdeeld over de studenten van eenzelfde type onderwijs. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aan het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

Art. 94. In artikel 49, § 1, 4^o, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt het woord « titel » vervangen door de woorden « getuigschrift of diploma ».

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 95. De uitgaven toegekend op basis van de voorwaarden vastgesteld door de Regering met toepassing van artikel 34, derde lid, van het decreet van 5 augustus 1995 worden door de student behouden voor het academiejaar 2006-2007.

Art. 96. Hoofdstuk I van dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2006-2007.

In afwijking van het vorige lid, treedt artikel 15 van dit decreet in werking voor het academiejaar 2009-2010.

Hoofdstuk II van dit decreet treedt in werking voor het begrotingsjaar 2007, met uitzondering van artikel 86, a), dat in werking treedt voor het begrotingsjaar 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 2006.

De Minister-Presidente,
Belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 268-1. — Commissieamendementen, nr. 268-2 - Verslag, nr. 268-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 27 juni 2006.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 3101

[C - 2006/31397]

1^{er} JUIN 2006. — Décret portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents

L'Assemblée de la commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Le présent décret est applicable aux services de la Commission communautaire française.

Par « services de la Commission communautaire française », on entend les services publics du Collège de la Commission communautaire française, les établissements publics qui en dépendent, ses organismes d'intérêt public et les personnes de droit public qui y sont liées.

Art. 3. L'obligation de présenter ou de délivrer une copie certifiée conforme à l'original d'un document aux services de la Commission communautaire française est remplie par la présentation ou la production d'une copie du document original.

Art. 4. § 1^{er}. Les services de la Commission communautaire française qui ont un doute sérieux et raisonnablement fondé sur la conformité à l'original d'une copie d'un document qui leur est transmise en exécution d'un décret ou d'un règlement par une personne physique ou par une personne morale de droit privé, ci-après appelée tiers, peuvent demander à celui-ci qu'il apporte par toutes voies de droit, en ce compris la production de l'original, la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie.

§ 2. La demande de preuve de la conformité à l'original faite au tiers est motivée et lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Elle précise le délai dans lequel la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie doit être apportée.

Les services de la Commission communautaire française déterminent dans chaque cas ce délai qui ne peut être inférieur à cinq jours ouvrables ni supérieur à trente jours calendrier.

§ 3. Les délais impartis aux services de la Commission communautaire française pour prendre une décision, rendre un avis ou accomplir tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document sont suspendus jusqu'à ce que le tiers apporte la preuve demandée et à défaut jusqu'à l'expiration du délai déterminé par les services en application du paragraphe 2.